

Note de présentation du budget initial 2023

Table des matières

1- TABLEAUX DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES	2
1.1-TABLEAU DES EMPLOIS (tableau n°1)	2
1.1.1- Emplois sous plafond Etat avec + 5.8 ETPT	2
1.1.2- Emplois financés sur ressources propres avec + 8.2 ETPT	3
1.2- TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES (tableau n°2)	3
1.2.1- Les dépenses de personnel	3
1.2.2 - Les dépenses de fonctionnement	5
1.2.3- Les dépenses d'investissement	6
1.2.4- Les recettes globalisées	6
1.2.5- Les recettes fléchées	8
1.3- TABLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION ET PAR NATURE (tableau n°3)	8
1.4- TABLEAU DES RECETTES PAR ORIGINE (Tableau n°3bis)	10
2- EQUILIBRE FINANCIER	11
2.1- LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER (Tableau n°4)	11
2.2 – OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Tableau 5)	11
3- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE	12
3.1- COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGÉ (Tableau 6)	12
3.2- LE TABLEAU DE TRESORERIE (Tableau n°7)	12
3.3- TABLEAU DES RECETTES FLECHEES (Tableau 8)	13

L'évaluation de ce budget initial 2023 se fait dans un contexte particulier puisqu'outre la **crise sanitaire** dont les effets se poursuivent (mais néanmoins les paramètres sont désormais intégrés au fonctionnement de l'établissement) nous subissons les effets d'une **crise énergétique** qui impacte fortement le budget de l'UTT et les prémices d'une situation inflationniste dont nous constatons déjà les effets dès cette année 2022. Il convient de plus, pour apprécier le contexte dans sa pleine réalité d'évoquer également la **sous dotation chronique et persistante de l'établissement**.

Ce budget intègre la mise en œuvre de deux projets structurants pour l'UTT que sont le **projet d'Université Européenne Eut+** et le **développement et la fiabilisation de notre architecture informatique permettant ainsi de disposer d'outils de pilotage et d'aide à la décision**. L'apprentissage est également un axe structurant de développement qui s'affirme assurément comme une priorité persistante des années à venir.

1- TABLEAUX DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

1.1-TABLEAU DES EMPLOIS (tableau n°1)

Suite à la notification intermédiaire de l'été 2022, un poste supplémentaire de Doctorant du plafond Etat sera ~~mis en œuvre~~ créé en 2023 pour ainsi porter le plafond d'emploi à 310 ETPT.

Le tableau d'emploi de 524,7 ETPT de ce budget initial 2023 fait état d'une hausse globale de + 14 ETPT répartis à + 5,8 ETPT en plafond Etat et 8,2 ETPT en plafond ressources propres, par rapport au BR2-2022.

1.1.1- Emplois sous plafond Etat avec + 5.8 ETPT

La campagne emploi des enseignants titulaires prévus au 1er septembre 2023 et la conséquence des départs en détachement ou retraite en 2022 aboutit à une baisse de – 1 ETPT.

Concernant les enseignants contractuels, le remplacement des départs en détachement d'enseignants titulaires par des contractuels, la campagne emploi de cette population au fil de l'eau, un volume plus élevé de doctorant contractuel dont 1 octroyé en sus en 2022 par la tutelle, constituent une hausse de + 5,4 ETPT.

De plus l'arbitrage de non remplacement sur 2023 de départs de contractuels en CDI prévus dans l'année budgétaire occasionne une baisse de -1,1 ETPT.

Au niveau des emplois de BIATSS titulaires, pour faire suite au BR2-2022, les extensions en année pleine sur 2023 des événements 2022 comme la pérennisation souhaitée de 3 postes de responsables administratifs et financiers en titulaire, le remplacement d'une contractuelle par une fonctionnaire, le retour d'un agent en disponibilité, et le départ en retraite d'un agent, justifient de + 3,42 ETPT.

La campagne emploi des personnels BIATSS prévoit également une augmentation à minima de + 0,42 ETPT.

La vie de contrat des agents en CDD sur emploi pérenne arrivant au terme des 6 ans vont alimenter la ligne des agents en CDI, et le départ de renforts suite à congé maternité font état d'un solde de - 1,4 ETPT pour les personnels BIATSS contractuels.

1.1.2- Emplois financés sur ressources propres avec + 8.2 ETPT

Le plafond des ETPT en ressources propres varie à forte proportion en fonction du volant des postes financés aussi bien en recherche, que sous projets financés pour lesquels les agents sont contractualisés en contrats dit de projet comme la législation le permet et ainsi garantir, au mieux, une juste équation entre les dépenses de masse salariale et les recettes.

A titre d'information, les recrutements dans le cadre du DSG2-2022 sont inscrits pour 5 ETPT.

Les contrats des agents en CDD sur emploi pérenne arrivant au terme des 6 ans vont alimenter la ligne des agents en CDI

1.2- TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES (tableau n°2)

1.2.1- Les dépenses de personnel

➤ **Mise en application des moyens attribués du DSG2 de 2022 en matière RH pour un volume de 331k€**

Dans le cadre du dialogue stratégique de gestion de 2022, l'UTT s'est vu attribué, en allocation de moyens via la SCSP, un budget pour développer notre attractivité et consolider nos activités de pilotage. Elle s'est concrétisée par l'inscription des postes identifiés lors du BR2-2022 que nous avons répercuté sur ce budget initial 2023 en extension année pleine pour un volume de 297 k€.

Les trois postes de responsables administratifs et financiers sont positionnés en plafond Etat titulaire pour réduire le taux de contractuels et ainsi mieux « socler » notre modèle.

Néanmoins, suite à la contrainte budgétaire forte à laquelle nous devons faire face, il a été décidé de surseoir au recrutement de trois postes de contractuels dédiés au pilotage pour 2023.

De plus, pour palier au problème d'attractivité, des propositions de salaire ont été revues à la hausse en inscription budgétaire pour pouvoir recruter, notamment dans des domaines sous tension tel que l'informatique ou la santé, pour 34k€.

➤ **Une campagne emploi 2023 limitée ayant un impact modéré de +226k€**

La physionomie particulière de cette campagne d'emplois 2023 est essentiellement constituée de recrutements de postes au fil de l'eau sous condition de disponibilité des supports Etat, de soutenabilité et de recettes de projets financés hors recherche.

En effet, concernant la campagne des enseignants en plafond Etat, nous observons un volume négatif par rapport au BR2-2022 puisque l'établissement escompte profiter en partie de l'effet noria suite à un départ en retraite, et d'un coût employeur moindre par l'obligation légale d'inscrire le remplacement d'enseignants fonctionnaires partis en détachement courant 2022 par des enseignants contractuels.

Par ailleurs, l'établissement a provisionné budgétairement des postes d'enseignants au 1^{er} septembre 2023 pour un début de réponse aux orientations stratégiques de l'établissement

et au regard des critères demandés par la labellisation de la CTI (*notamment taux d'encadrement*).

Il est à noter que les postes issus de l'acceptation par la tutelle de transformation de deux postes d'ATER en MCF sont inscrits au fil de l'eau et seront ouverts selon la disponibilité financière.

Les postes de personnels BIATSS titulaires en plafond Etat concernent essentiellement des valorisations à minima sous réserve de soutenabilité financière ou sous réserve de vacance de postes à venir.

Tous les autres postes de personnels BIATSS ou enseignants contractuels sont budgétés sous réserve de recettes par l'ouverture de nouvelles formations en apprentissage à compter du 1^{er} septembre 2023 ou par le financement du GIP 52 en cours de négociation ; leur valorisation évoluera au fil de l'année 2023.

Au regard de la contrainte budgétaire amplifiée par la crise énergétique et son impact direct sur le fonctionnement, aucune marge de sécurité financière n'a été constituée, et tous les postes inscrits au fil de l'eau seront autorisés selon le niveau de latitude de la masse salariale pour les postes sous plafond Etat et selon un financement acté pour les autres.

Il a été également proposé que le remplacement de certains postes devenant vacants en 2023 soient provisionnés financièrement sur l'exercice 2024 considérant 2023 comme une année charnière de transition. L'année 2023 sera également l'occasion d'avoir une réflexion sur le niveau d'emploi et la recherche de la meilleure affectation au service des priorités de l'établissement.

➤ **2.1.3- Le complément de 410 k€ de l'augmentation du point d'indice au 1er juillet 2022**

Par rapport au montant du BR2-2022, il est ajouté 6 autres mois d'impact de la revalorisation du point d'indice pour 410 k€ dont 277 k€ pour les personnels titulaires et 133 k€ pour les personnels contractuels indicés dont la moitié sont placés sous plafond Etat.

➤ **Le complément en extension en année pleine des recrutements opérés en 2022 pour 211k€**

Compte tenu de départs pour motif de démission, mutation, détachement, ou retraite, la vacance de postes qui s'est opérée a provoqué une EAP négative, qui est, par ailleurs, largement compensée par des postes sur projets financés avec recettes et aboutit à une EAP de 211 k€.

➤ **Des revalorisations légales diverses pour 122 k€**

En application de différents textes de Loi et réglementation en matière RH, des ajustements financiers sont inscrits en 2023. A l'instar de l'augmentation du point d'indice pour les agents indicés, les salaires des contrats doctoraux ont été réévalués.

De plus, la part C1 du RIPEC des enseignants suit son augmentation pluriannuelle passant de 2800 à 3520€/an, et celle de la participation employeur à la mutuelle-santé à l'ensemble des agents à contrat relevant du droit public de 15 à 30€/mois à partir du 1^{er} janvier 2023.

➤ **Ajustement budgétaire de la PCA et suite C2, de -183 k€**

Le paiement du terme de la PCA au 31/08/2022 couplée au décalage temporel du versement de la part C2 du RIPEC seulement à compter du 1er septembre de chaque campagne annuelle (2022 en rappel et 2023) génère une non dépense de – 183 k€ par rapport au BR2-2022.

➤ **La remise à un niveau de 2019 de la vacation étudiante de – 89 k€**

Une réflexion est menée pour encadrer le nombre de manifestations au sein de l'université et ainsi réduire le volume de la vacation étudiante.

➤ **Des réajustements de différentes lignes de gestion courantes pour un solde de - 19 k€**

1.2.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les autorisations d'engagement (AE) s'élèvent à 10 740k€ avec un montant de crédits de paiement (CP) déterminé à 10 733k€.

Ces prévisions présentent un faible écart entre les AE et CP, constitué principalement des habituels décalages entre l'engagement et le paiement d'un exercice à l'autre.

Le niveau des AE et CP présente une baisse de 1 063k€ en AE et 1 182k€ en CP comparée à ceux du BR2 2022 mais reste stable. Le montant élevé des AE et CP au vu des consommations constatées trouve différentes causes :

- Le budget afférent aux fluides a été lourdement augmenté, le montant prévisionnel des factures d'énergie a été évalué par notre fournisseur d'énergie à près de 3 000k€ soit une augmentation prévisionnelle de 2 000k€ par rapport à la prévision d'exécution 2022.
- Le budget dévolu aux formations par apprentissage du CFA SUP AVENUR a fortement évolué par rapport à 2022. En effet, le montant prévu pour cette activité s'élevait à 3 064k€ en AE et 3 040k€ en CP. Pour 2023, les AE sont évalués à 1 044k€ et les CP à 1 026k€ en CP. Cette variation importante est directement liée au retrait désormais total des contrats d'apprentissage de Yschools, qui pesait sur le budget de l'apprentissage en 2022 à hauteur de 2 533k€ en AE et CP.

En dépit des augmentations de dépenses directement liées à l'activité le montant des AE et des CP a été maîtrisé. Néanmoins, il convient de préciser que la réserve habituellement constituée par une quote-part des demandes budgétaire des services a été supprimée à défaut de recettes permettant ce financement. Cela implique une gestion très précautionneuse au cours de laquelle chaque dépense devra impérativement faire l'objet d'une analyse spécifique.

1.2.3- Les dépenses d'investissement

En investissement, le montant est fixé à 2 964k€ en AE et 3 309k€ en CP. L'écart entre les AE et CP est de 345k€. La principale cause concerne des acquisitions de matériels scientifiques passés en 2022 qui ne feront l'objet d'une livraison et d'un paiement qu'en 2023.

En revanche, les contrats du nouveau CPER n'ont pas pu évoluer en 2022, faute de conventions de financement complémentaire de la Région Grand-Est. Des crédits en investissement AE et CP ont été prévus, à cet effet, pour un montant en AE et CP de 1 433k€.

Enfin, au sein de ces crédits d'investissement sont prévus les AE et CP de la ferme solaire pour 136k€.

Le déploiement du Système d'Information Enseignement et Pédagogie (SIEP) se poursuit au cours de cette année 2023 avec une prévision de 378k€. L'objectif est de finaliser le dispositif pour le printemps 2024, permettant son opérationnalité pour la rentrée de l'année considérée.

Le projet évolution financé par le CD10 se poursuit en 2022 avec un montant de 400k€ en AE et 440k€ en CP.

Le budget dévolu à l'acquisition du matériel pédagogique se porte à 675k€ pour cette année 2023.

1.2.4- Les recettes globalisées

En 2023, elles sont évaluées à 46 394k€, le niveau de recette de ce BI23 est en forte évolution par rapport à 2022 de 1 538k€.

➤ La SCSP

Le BI 2023 a été construit selon les instructions de notre tutelle financière sur la base exclusive de la pré-notification SCSP communiquée le 24 novembre 2022 par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). La dotation prévisionnelle 2023 est arrêtée à 27 010€. Elle présente une augmentation de 962k€ par rapport à la pré notification perçue en novembre 2021 au titre de la SCSP 2022.

Cette pré-notification intègre un montant 685k€ au titre de la compensation de l'augmentation du point d'indice pour les titulaires et contractuels sous plafond d'emploi Etat.

Si cette progression est importante comparée à la pré-notification de 2022, il convient de préciser que le montant inscrit au BI23 présente une baisse de 2.12% (-585k€) par rapport à la prévision d'exécution de SCSP pour 2022.

Cette prévision a été ajustée par rapport au montant arrêté au budget rectificatif n°2, puisqu'une information nous est parvenue du MESRI sur l'attribution en 2022 d'une compensation des dépenses d'énergie pour 276k€.

Il importe de préciser que cette pré-notification ne prend en compte que les montants pérennes attribués à l'UTT dans le cadre du Dialogue Stratégique et de Gestion (DSG) soit un montant de 158k€.

L'UTT avait pu bénéficier en 2022 d'une dotation importante dans le cadre de ce Dialogue Stratégique et de Gestion dont plus de 710k€ au titre du financement des activités de pilotage et de renforcement de la capacité d'enseignement (recrutement de postes spécifiques). Ces crédits n'étant pas pérennes, ils n'apparaissent pas dans la pré-notification de novembre 2022. Cependant, l'UTT s'attachera à maintenir une demande financière, pour le moins de même niveau, dans le cadre du dialogue complémentaire avec l'Etat pour 2023.

➤ **Fiscalité affectée**

La recette de fiscalité affectée de 165k€ correspond au versement de la CVEC pour 2023. Cette recette correspond à un montant de 42€ par étudiant inscrit en septembre 2022. Cela étant, les exercices précédents démontrent que le montant consacré aux étudiants et reversé par le CROUS est souvent supérieur à cette évaluation. Néanmoins, faute de certitude sur ce point, le cas échéant, cette recette sera ajustée lors du budget rectificatif.

➤ **Autres financements publics**

Les autres financements publics d'un montant de 6 545k€ en augmentation se situant aux alentours de 520k€ par rapport à la prévision d'exécution 2022.

- Financements des projets de recherche pour 2 932k€.
- Les subventions des collectivités pour 1 406k€ (Troyes Champagne Métropole, Conseil départemental de l'Aube et GIP52).
- Les restes à recouvrer évalués à 1 598k€.
- 370k€ de mise à disposition de personnel.

➤ **Recettes propres**

Les encaissements prévisionnels du BI 2023 s'élèvent à 10 290€ soit une baisse de 623k€ par rapport aux prévisions du BI21 et une hausse de 466k€ par rapport à la prévision d'exécution 2022.

Ces recettes propres intègrent les droits d'inscription évalués pour 2023 à 1 431k€, ce montant représente l'ensemble des droits d'inscription, y compris les droits différenciés des étudiants extracommunautaires.

La taxe d'apprentissage est évaluée à 750k€, cette évaluation a été faite sur la base des éléments de la collecte 2022.

Au titre de la Fondation, l'UTT perçoit 299k€ pour des projets de recherche (chaire silverttech notamment) et environ 150k€ pour un soutien aux actions de formation et au programme de solidarité.

Ces recettes propres tiennent aussi compte des recettes de la formation continue pour un montant de 1 404k€, ce poste de recette présente une hausse de 331k€ par rapport à l'évaluation du BR2 2022. Cet écart est la résultante de deux causes :

- L'ouverture des formations a été envisagée à la fois sous l'angle de l'intérêt et du public potentiel mais également en procédant une analyse plus fine des coûts réels de ces formations.
- Le développement d'une formation d'ingénieur avec une université Chinoise pour 157k€.

Pour ce qui est des recettes du CFA SUP AVENIR, elles représentent 2 626k€ en encaissement, en forte baisse de 2 390k€ par rapport au niveau des encaissements prévus pour 2022. Les contrats Yschools ne sont plus gérés par le CFA SUP AVENIR. En revanche, le cout contrat a été réévalué et fixé à 11k€ par apprentis, le différentiel entre la prise en charge des opérateurs de compétence (en moyenne 8,5k€) et ce montant de 11k€ par apprentis et par an est désormais pris en charge par les employeurs.

De plus, le nombre d'apprentis en MS inscrit depuis septembre 2022 ne s'est pas infléchi et permet de consolider les recettes d'apprentissage en MS.

Ces recettes propres incluent également des restes à recouvrer à hauteur de 1 431k€.

1.2.5- Les recettes fléchées

Les recettes fléchées s'élèvent à 2 384k€ au BI 2023 alors qu'elles représentent 3 282€ dans la prévision d'exécution 2022, soit un écart conséquent de -899k€.

Ces recettes sont constituées de :

- 1 226k€ de recettes liées au CPER (CF supra).
- 300k€ de subvention du CD10 pour le projet EvolUTTion, en 2022, ce montant était de 450k€ lié au séquençage des travaux.
- 91k€ au titre du projet EUT+, la première phase du projet EUT+ s'achève en octobre 2023, les produits ont déjà été comptablement constatés au cours du projet.
- 633k€ de restes à recouvrer, principalement constitués des subventions EUT+.

L'ensemble des dépenses et recettes détaillées dans ce tableau laisse apparaître un solde budgétaire déficitaire de 2 208€ qui évolue favorablement par rapport au prévision d'exécution 2022 où il s'affichait à -3 482k€. Le solde budgétaire est en cohérence avec le résultat patrimonial tel qu'il est évalué dans le tableau 6.

1.3- TABLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION ET PAR NATURE (tableau n°3)

Ce tableau retrace l'ensemble des autorisations d'engagement et crédits de paiement par type de dépense (personnel, fonctionnement et investissement) décliné par destination.

L'activité même de l'UTT concentre les plus grosses masses financières sur les destinations suivantes :

- Destination D102 formation initiale et continue de niveau master pour 14 251k€ en AE et 14 229k€ en CP soit près de 29.5% du budget.
- Destination D107 qui regroupe les activités de recherche pour un montant de 12 399k€ en AE et 12 402k€ en CP soit plus de 25.5% du budget.
- Destination D115 qui concerne le pilotage opérationnel pour un montant de 10 891k€ en AE et 10 680k€ en CP soit plus de 22% du budget de dépense de l'UTT.

L'ensemble de ces destinations représente 77% de l'activité de l'UTT.

➤ **D102 Formation initiale et continue au niveau master**

Cette destination regroupe tous les services d'appui à la Direction de la Formation et de la Pédagogie, les formations d'ingénieur et master, les diplômes d'université (DU), les formations en apprentissage et les formations développées dans le cadre du plan stratégique au niveau Master.

Au cours des deux dernières années, l'UTT a développé une offre diversifiée en matière de Master ou plus.

Avec la création de DU spécialisés, une offre en apprentissage dont le nombre d'étudiants augmente et qui s'est étendu aux Masters Spécialisés. Cette offre en apprentissage devrait se développer davantage dès 2024 avec une offre en FISE pour le cursus d'ingénieur.

Sur cette destination, l'évolution par rapport au prévision d'exécution 2022 est de 414k€ en AE et 221k€ en CP tous postes confondus.

Néanmoins, l'analyse des différents postes laisse apparaître des disparités :

- La masse salariale reste stable en AE et CP par rapport à la prévision d'exécution 2022
- Les dépenses de fonctionnement baissent considérablement de 1 928k€ en AE et 1 863k€ en CP. Cette baisse marquante est constatée au sein du budget du CFA Sup avenir qui n'assure plus l'encaissement et le reversement des coûts contrats pour les apprentis de Yschools.
- Les dépenses d'investissement restent sensiblement identiques à la prévision d'exécution 2022.

➤ **D107 activités de recherche universitaire**

Cette destination regroupe l'ensemble des activités de recherche au sein des différentes Unités de Recherche créées en 2021. Les dépenses de ces équipes sont réparties en fonctionnement et investissement. Ces activités permettent de financer du personnel non titulaire rémunéré sur projets de recherche.

La destination D107 couvre également les projets financés par le CPER qui prévoit en 2023 une dépense de 1 143k€, les recettes correspondantes sont prévues à la même hauteur.

L'équilibre général de cette destination évolue peu par rapport à la prévision d'exécution 2022. La masse salariale évolue de 316k€ en AE et CP. Les dépenses de fonctionnement augmentent quant à elles de 132k€ en AE et 136k€ en CP.

Pour ce qui est de l'investissement, le montant évolue peu par rapport à la prévision d'exécution 2022, seulement +200k€ en AE et CP. Contrairement aux années précédentes, la prévision est identique en AE et CP, puisque les investissements opérés en 2022 concernaient les projets de l'ancien CPER, les dépenses d'engagement et la consommation des crédits de paiement devaient obligatoirement se dérouler avant le 31 décembre 2022.

➤ **D115 Pilotage et animation du programme de l'établissement**

Cette destination regroupe les services du plan stratégique, les services en lien avec l'accueil des étudiants étrangers, MOSE FIC et ASICIAO, le forum entreprise. Les services supports sont également intégrés à cette destination ainsi que les instituts (Instituts Santé et Technologie de Troyes, usine du futur et sécurité globale).

Les prévisions de dépenses de 2023 présentent une baisse des crédits alloués par rapport aux prévisions d'exécution 2022, soit -489k€ en AE et -855k€ en crédits de paiement.

En dépenses de fonctionnement baissent de 334k€ en AE et 642k€ en CP en raison notamment de :

- -247k€ en AE sur le budget des services administratifs, en effet, en 2022 des marchés ont été signés et l'engagement du montant total des AE pour la durée complète du marché ont été prévus.
- -331k€ en AE et CP pour le projet MOSE FIC qui s'achève le 31/12/2022

Les dépenses d'investissement restent très constantes par rapport aux prévisions d'exécution 2022.

1.4- **TABLEAU DES RECETTES PAR ORIGINE (Tableau n°3bis)**

Ce tableau retrace l'ensemble des recettes qui seront effectivement encaissées au cours de ce BI 2023. Ces éléments sont à mettre en corrélation avec les indications du tableau de trésorerie (tableau n°7) et avec les recettes du tableau n°2 relatif aux autorisations budgétaires.

➤ **Les recettes globalisées**

L'ensemble de ces recettes représentent un montant de 46 394k€ en baisse de -462k€ par rapport à la prévision d'exécution 2022. Il faut noter que cette prévision intègre une recette complémentaire pour 2022 relative à la compensation des dépenses d'énergie pour un montant de 276k€. A ce stade, c'est donc une hypothèse de quasi stabilisation des recettes qui est proposée pour ce budget initial, soit une évolution inférieure à 1%. Sachant que nous sommes en attente d'une recette supplémentaire au titre de la SCSP dans le cadre du Dialogue Stratégique.

➤ **Les recettes fléchées**

Elles représentent 2 384k€ et se composent notamment de:

- 1 226k€ de recettes liées au CPER
- 300k€ de subvention du CD10 pour le projet EvolUTTion
- 91k€ au titre du projet EUT+
- 633k€ de restes à recouvrer

2- EQUILIBRE FINANCIER

2.1- LE TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER (Tableau n°4)

Ce tableau permet de déterminer la variation de trésorerie prévisionnelle pour l'année 2023 et permet d'identifier spécifiquement la variation de trésorerie fléchée, obtenue grâce au solde des opérations sur recettes fléchées comptabilisées spécifiquement.

Cette variation de trésorerie résulte d'une part du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et d'autre part des opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie. Ces opérations non budgétaires qui affectent la trésorerie sont notamment les opérations au nom et pour le compte de tiers qui sont retracées dans le tableau 5.

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes budgétaires et les crédits de paiement. Le budget 2023 présente un déficit budgétaire de 2 208k€.

Les opérations pour compte de tiers (cf. tableau n°5) ont également un impact sur la trésorerie de l'UTT. La somme de ces opérations entraînera des décaissements pour 2 310k€ et des encaissements à hauteur de 2 268k€. Cet impact des opérations sur compte de tiers auquel on ajoute l'impact du solde budgétaire négatif entraîne un prélèvement sur la trésorerie qui serait donc de 1 999k€ dont 1 445k€ sur la trésorerie fléchée.

2.2 – OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Tableau 5)

Ce tableau retrace les opérations non budgétaires souvent issues d'obligations contractuelles ou conventions de mandat qui sont transparentes pour le budget mais présentent un impact sur la trésorerie.

Pour l'UTT, ces opérations concernent principalement des projets internationaux vers l'Afrique (Impact et Asiciao) et le projet EUT+, l'UTT étant porteur de ces projets, il perçoit les financements et les reverse selon les dispositions contractuelles à ses partenaires. Le montant prévu en 2023 est en nette régression tant en encaissement que décaissement pour ces projets.

En effet, le projet MOSE FIC prendra fin en 2022 et la première phase du projet EUT+ s'achève en octobre 2023.

Outre ces projets, les mouvements en compte de tiers concernent également la TVA et la mobilité des étudiants (AMI ou ERASMUS).

Le solde de ces opérations a un impact faiblement négatif sur la trésorerie en 2023 à hauteur de -71k€.

3- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

3.1- COMPTE DE RESULTAT ET TABLEAU DE FINANCEMENT AGREGÉ (Tableau 6)

Le compte de résultat est établi en droits constatés. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2023 est un solde négatif de 2 055€ consécutif aux charges exceptionnelles supportées par l'augmentation des coûts de l'énergie.

Selon les indications communiquées par le Ministre de l'Enseignement Supérieur, le déficit non structurel lié aux dépenses d'énergie justifie le prélèvement sur le fond de roulement de l'établissement, à la condition que le fond de roulement restant, suite à ce prélèvement, excède 20 jours de fonctionnement. En l'espèce à l'UTT, le fond de roulement restant représenterait 53 jours de dépenses de fonctionnement. C'est pourquoi, suite au vote du budget, nous solliciterons la rectrice déléguée à l'ESRI pour un tirage exceptionnel sur notre fond de roulement.

Par ailleurs, le déficit rigoureusement lié aux dépenses d'énergie n'est pas de nature à déclencher la mise en place d'un Plan de Retour à l'Equilibre Financier (PREF).

La Capacité d'Autofinancement estimée à -933€ est impactée par le résultat prévisionnel négatif, elle s'ajoute aux dépenses d'investissement. Les recettes d'investissement de 1 894€ ne permettent pas de financer l'intégralité des investissements d'un montant total de 4 267€ et de générer un prélèvement au fonds de roulement total de 2 372k€.

A fin 2023, le niveau de fonds de roulement représenterait donc 53 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.

3.2- LE TABLEAU DE TRESORERIE (Tableau n°7)

Ce tableau présente la prévision du niveau de trésorerie chaque mois de l'exercice 2023. Le niveau de trésorerie reste satisfaisant au cours de l'année puisqu'il est bien au-dessus du seuil prudentiel de 30 jours de dépenses de fonctionnement décaissable. Seul le mois de décembre présente un niveau inférieur.

Ce niveau de trésorerie est un indicateur fort de la soutenabilité budgétaire de l'établissement. Le niveau de trésorerie est satisfaisant tant en position de départ qu'en position finale et également en position infra annuelle.

La variation de la trésorerie fléchée présente un solde négatif de 1 999k€.

Il convient d'ajouter que les opérations non budgétaires impactent positivement la trésorerie, puisque nous constatons davantage des recettes non budgétaires que de dépenses. La trésorerie s'en trouve améliorée à hauteur de 208k€.

Le point de départ de la trésorerie a été ajusté et est différent de celui du BR2 2022. En effet, la SCSP sera améliorée d'un montant de 276k€ perçu au titre de la compensation des dépenses d'énergie pour 2022.

3.3- TABLEAU DES RECETTES FLECHEES (Tableau 8)

Ce tableau présente les niveaux de financement des opérations fléchées. Il retrace les recettes et dépenses des projets fléchés pour l'UTT jusqu'en 2026.

Pour l'UTT, il s'agit du CPER, des projets Afrique (MOSE FIC, ASICIAO et Impact) ainsi que du projet structurant d'établissement EUT+. Pour l'année 2023, il indique une position finale annuelle négative. Néanmoins, à terme la prévision de recette et dépense des opérations permet un solde final positif en 2026.

Le solde annuel de 2023 est en cohérence avec les éléments repris dans le tableau d'équilibre financier qui prévoit un prélèvement sur la trésorerie fléchée de -555k€

Au final, le budget 2023 a été construit avec un souci constant de maîtrise des dépenses et d'évaluation au plus juste des niveaux de recettes attendues. Tout comme en 2022, il exigera un pilotage et un contrôle très fin dans un contexte énergétique et économique très incertain.

La conjonction des contraintes structurelles et conjoncturelles qui pèse sur l'exercice 2023 demandera donc une attention soutenue dans son exécution et nécessitera, par ailleurs, une **discussion ouverte avec notre tutelle dans le cadre d'un dialogue de performance qui devra nécessairement intégrer la particularité de l'institution liée à sa sous-dotation et sa structure d'emploi**. Les mesures de revalorisation nationales des personnels fonctionnaires du MESR impacte en effet fortement la masse salariale totale à la charge de l'UTT de par sa structure particulière.

L'affectation des moyens appropriés à l'UTT apparaît indispensable pour lui permettre d'assurer sa charge déléguée de service public de la recherche et de la formation.